

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 347 DU JEUDI 26 SEPTEMBRE 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

INTERVIEW

PROMOTION DE PAIX

El hadj Mohamed Aly Soumah, ambassadeur de la paix demande à chacun de cultiver la paix et le respect mutuel

P.3



Édito à vue d'Aigle

L'idée d'une candidature de Doumbouya divise !

Le président de la transition, le général Mamadi Doumbouya va-t-il se porter candidat à la prochaine présidentielle qui, si l'on s'en tient à une récente déclaration du chef de la diplomatie, Dr Morissanda Kouyaté, devrait avoir lieu probablement en 2025 ? Cette pertinente question s'invite systématiquement aux assemblées générales hebdomadaires de certains partis comme le RPG Arc-en-ciel (ancien parti au pouvoir) du professeur Alpha Condé ou encore l'UFDG de Cellou Dalein Diallo qui croit dur comme fer que l'actuel locataire du Palais Mohammed V veut se présenter et qu'il n'y a pas de doute... P.2

INTERDICTION DES DÉCHETS PLASTIQUES



« C'est une décision historique que les gouvernements précédents n'ont pas eu le courage de prendre » (Sory Camara, président FGDC) (Entretien)

VISITE TECHNIQUE



Le cri du cœur du syndicat des transporteurs des poids lourds (Entretien)

CLAUDE PIVI EXTRADÉ À CONAKRY



Voici ce qu'il a dit à ses avocats

PROCHAINE PRÉSIDENTIELLE

Sadio Barry du parti BAG interpelle le président Doumbouya

SYLI NATIONAL

Les défis qui attendent Michel Dussuyer

ONU

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa appelle à la fin de «l'apartheid à Gaza»

Édito à vue d'aigle



L'idée d'une candidature de Doumbouya divise !

Le président de la transition, le général Mamadi Doumbouya va-t-il se porter candidat à la prochaine présidentielle qui, si l'on s'en tient à une récente déclaration du chef de la diplomatie, Dr Morissanda Kouyaté, devrait avoir lieu probablement en 2025 ? Cette pertinente question s'invite systématiquement aux assemblées générales hebdomadaires de certains partis comme le RPG Arc-en-ciel (ancien parti au pouvoir) du professeur Alpha Condé ou encore l'UFDG de Cellou Dalein

Diallo qui croit dur comme fer que l'actuel locataire du Palais Mohammed V veut se présenter et qu'il n'y a pas de doute. « Ils ne veulent pas organiser les élections, nous avons douté et dénoncé à plusieurs reprises, nous avons même organisé des manifestations pour exiger l'organisation avant le 31 décembre 2024 des élections. Dès le départ on a senti qu'il n'y a aucune volonté de la part de cette junte qui tient à confisquer le pouvoir peut-être définitivement », avait-il martelé il y a quelques jours en visioconférence avec les militants de son parti. Son vice-président, Kalémodou Yansané, a lui aussi tenu le samedi dernier à rappeler au CNRD les promesses faites au lendemain de la prise du pouvoir en 2021, tout en fustigeant les sorties d'argent pour des mobilisations et autre carnaval de soutien au détriment des priorités nationales. Le RPG Arc-en-ciel n'est pas en reste. Un membre de son bureau politique national, Marc Yombouno, en assemblée générale, a fustigé le comportement de ceux qui se livrent ouvertement à la promotion de la candidature du général Mamadi Doumbouya à la prochaine présidentielle. A la faveur de la conférence de presse animée le lundi 23 septembre 2024 par le Forum des Forces Sociales de Guinée, Sadio Barry, le président du parti BAG (Bloc pour l'Alternance en Guinée), a pour sa part conseillé au général Mamadi Doumbouya, d'écouter les personnes qui lui disent la vérité par rapport à ses engagements pris dans le cadre de la conduite de la transition. Comme on le sait, le tombeur d'Alpha Condé avait promis et juré d'organiser des élections libres et transparentes de la base au sommet pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition ne sera candidat. Mais à moins de 4 mois de la date butoir, nombreux sont ceux qui ne cachent plus leur scepticisme quant au respect du chronogramme de la transition par les autorités en place. Les chauds partisans du CNRD et de son président, de leur côté, soutiennent mordicus que les différentes étapes du chronogramme sont plutôt en train d'être exécutées à la satisfaction générale. Mais avec la prolifération des mouvements de soutien aussi à Conakry qu'à l'intérieur, l'on est en droit de se poser légitimement la question de savoir si l'ancien commandant du groupement des Forces spéciales de Guinée sera tenté par un mandat présidentiel en bonne et due forme.

Kéfina Diakité

ACTUALITÉ

AG DE L'UFDG

Les vérités de Kalémodou Yansané

Le samedi 21 septembre 2024, à la faveur de l'assemblée générale hebdomadaire de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), un des vice-présidents du parti, Kalémodou Yansané, a rappelé au CNRD les promesses au lendemain de la prise du pouvoir en 2021 et a fustigé les sorties d'argent pour des mobilisations et autre carnaval de soutien au détriment des priorités nationales.



« La Guinée, c'est le seul pays en Afrique aujourd'hui où lorsque le président se déplace on mobilise toute la jeunesse, on ferme les écoles, on voit nos enfants sur le toit des véhicules, sous la pluie, sous le soleil avec des risques d'accidents pour applaudir un président qui rentre dans son pays, ce n'est plus à la mode... On sort des montants importants pour faire des carnivals à Labé, un peu partout pour les tournois, pour les actions de développement du président. Vous n'avez pas besoin de faire de carnaval pour ça. Si la route de Kagbelen-Tanéne est bien faite, on le sent, on le voit. S'il y a la route entre N'Zérékoré et Yomou, ça se constate, ça se voit, vous n'avez pas besoin de faire ce qu'on appelle culte de la personnalité », a martelé le natif de Forécariah. Il ne s'est pas empêché également de réagir à la sortie du secrétaire général à la présidence de République, Général Amara Camara et du ministre porte-parole du Gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, par rapport à

une éventuelle candidature du général Mamadi Doumbouya, le tombeur d'Alpha Condé, à la prochaine présidentielle en Guinée.

« Nous demandons humblement au président Mamadi Doumbouya d'avoir le courage, comme il l'a souvent affirmé, de ne pas hésiter à déclarer clairement s'il entend se présenter ou non à l'élection présidentielle... Cette transparence est essentielle pour clarifier la voie à suivre. S'il choisit de se porter candidat, l'organisation d'élections serait inutile. Il est inconcevable de nommer les chefs de quartiers, maires, gouverneurs et sous-préfets, puis de permettre à ces mêmes responsables d'organiser le processus électoral. Quel sous-préfet oserait contester les résultats dans sa circonscription si le président de la transition était candidat ? Ce serait un gaspillage de nos maigres ressources que d'organiser des élections », a soutenu Kalémodou Yansané lors de l'AG de l'UFDG.

Kéfina Diakité



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Fondateur & Administrateur Général

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Directeur de Publication

Amadou Sadio Diallo

Rédacteur en Chef

Sékou Condé

Secrétaire Général de la Rédaction

Sammuel M'Bemba

Comité de Rédaction

Sammuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadio Diallo

Collaborateurs:

Thomas Morgan Mamy, Moïse Sidibé, Isidoros Karderinis

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement,

Annonces et Pub

Oumar Kabirou Kaba

654 75 56 50

Imprimeur

Arbaba Barry

628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara - 664 57 99 72

Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)



Interview

Promotion de paix

El hadj Mohamed Aly Soumah, ambassadeur de la paix demande à chacun de cultiver la paix et le respect mutuel

L'humanité célèbre le 21 septembre de chaque année, la journée internationale de la paix. Elle est née de la déclaration et du programme d'action sur une culture de la paix des Nations unies. A l'occasion de cette 25ème édition. Elhadj Mohamed Aly SOUMAH, le président de la Fédération internationale pour la Paix universelle a exhorté à notre micro, la nécessité de préserver la paix et le comportement.

L'Aigleinfos : Vous êtes Ambassadeur de la paix. Qu'est-ce que ça fait de porter un tel titre ?

Elhadj Mohamed Aly Soumah : Je remercie le Bon Dieu de m'avoir créé et de me choisir comme Ambassadeur de la paix parce que, le premier choix c'est lui qui l'a fait. Quand tu es imam, tu es automatiquement Ambassadeur de la paix car un imam a le droit d'instaurer la paix. Le Prophète Mohamed (Paix et Salut sur Lui) a dit que celui qui croit en Dieu et celui qui croit en lui, s'il sait que ce qu'il doit dire peut amener des problèmes ou créer des troubles sociaux même c'est bon, il doit se taire. Etre Ambassadeur de la paix, le choix vient de Dieu et si les hommes aussi t'ont choisi, ça veut dire que tu portes deux fardeaux chez Dieu et chez les hommes.

L'Aigleinfos : On dit souvent que la paix n'a pas de prix. Comment vous expliquez ce concept aux citoyens qui sont parfois animés par des esprits malsains ?

Elhadj Mohamed Aly Soumah : La paix est la chose la plus importante de tout ce que Dieu a créé. C'est pourquoi Dieu a dit dans le Coran que la guerre



est plus dangereuse que la mort. Nous allons tous mourir mais quand il y a des conflits qui engendrent des guerres, il va sans dire que certains vont perdre leurs bras, pieds et d'autres vont perdre leurs oreilles et yeux, et rien ne peut les remplacer. Par conséquent, ces victimes de guerre vont vivre avec ces handicaps éternellement. C'est pourquoi la guerre n'est pas bonne.

L'Aigleinfos : Le plus souvent quand on parle de conflits, ce sont des jeunes qui sortent pour enflammer mais aussi des acteurs politiques qui ont parfois des discours haineux. Quel message particulier, pouvez-vous donner à ces entités-là ?

Elhadj Mohamed Aly Soumah : Vous savez, la plupart des jeunes n'ont pas été à l'école et

c'est ce qui complique parfois leur compréhension. Sinon, quand on est intellectuel, on réfléchit à ce qui est droit et devoir et on pense tout d'abord au pays. Mais celui qui n'a pas été à l'école, n'aura pas la même compréhension. Lui, tout ce qui lui vient en tête c'est insulter, gâter alors que la guerre n'arrange rien. Celui qui prétend être un dirigeant rassembleur, s'identifie dans ses discours. S'il ne tient pas des propos haineux, ethnocentristes et racistes, on doit l'applaudir mais si c'est le contraire on doit le ramener à l'ordre sans le vexer. Et après réflexion, il comprendra et il pourra même dire qu'il ne cherche pas à gouverner des cimetières.

L'Aigleinfos : Sur les réseaux sociaux de nos jours, on constate des propos haineux, des insultes que ce soit des artistes, jeunes et des blogueurs. Quel est votre message pour dissuader ces gens ?

Elhadj Mohamed Aly Soumah : Quand tu vois un élève insulter, il a son maître derrière, on les finance pour s'attaquer aux gens. Mais sachez que quand tu incites les uns à insulter les autres pour créer des conflits, la mésentente dans un pays,

tu vas mal finir parce que Dieu ne va jamais te pardonner. Tu vas penser que tu te caches des hommes mais pas à Dieu. Ce que tu utilises comme argent, c'est lui qui t'a donné mais ce n'est pas entretenir des conflits avec ça ou insulter des personnalités.

L'Aigleinfos : Il y en a même qui vont jusqu'à insulter le président.

Elhadj Mohamed Aly Soumah : Cela ne se fait pas. Si toi tu ne l'aimes pas, d'autres l'aiment et Dieu l'aime aussi sinon, il ne serait pas président. Mais lui aussi, il doit mettre en tête qu'il n'est pas éternel, il s'en ira un jour. On n'a tous le droit de le respecter. Parce que quand tu insultes un président, c'est Dieu qui sera fâché contre toi. Il faut remercier Dieu parce qu'il t'a créé mais pas parce que tu as insulté les gens car un jour quand tu seras président, tout le monde devra te respecter.

L'Aigleinfos : Merci à vous Elhadj Mohamed Aly Soumah, Ambassadeur de la paix !

Elhadj Mohamed Aly Soumah : Merci à Dieu !

Entretien réalisé par Samuel Demba

TENUE DES ÉLECTIONS EN 2025

La réaction de Marc Yombouno du RPG à l'annonce du ministre Morissanda Kouyaté

Toutes les élections se tiendront en Guinée en 2025, au grand dam des acteurs sociopolitiques qui tiennent au respect à la lettre de l'accord conclu avec la CEDEAO. Cette annonce a été faite jeudi 19 septembre en France, par le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger, Dr Morissanda Kouyaté, en marge de la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF).

Comme il fallait s'y attendre, cette sortie qui a aussitôt fait réagir le RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, par la voix de Marc Yombouno, un des membres de son Bureau politique national.

« C'est d'abord avec beaucoup de surprise que nous avons suivi cette sortie du ministre Morissanda. La façon dont il a porté le message, on sent que c'est un message

personnel qu'il a livré. Est-ce que c'est un entendement avec le gouvernement, avec la CEDEAO, à plus forte raison avec nous les autres acteurs sociopolitiques. Ça n'engage que lui et ce que nous lui demandons, c'est de faire en sorte que le chronogramme dynamique de la CEDEAO soit respecté, parce qu'il doit prendre fin le 31 décembre 2024. C'est à ce niveau qu'il faut mettre

les efforts pour qu'en réalité ce chronogramme soit respecté. Il suffit d'avoir une bonne volonté. Mais sortir unilatéralement pour plaire aux gens de la Francophonie. Ça n'engage que lui... Nous n'avons pas suivi d'abord un communiqué officiel du CNRD et du gouvernement par rapport à ce que le ministre des Affaires étrangères a dit hier. On attend que ça soit officialisé par le gouvernement. Mais nous,

nous savons que la position des Forces vives de la Guinée, la fin de la transition, c'est le 30 décembre 2024. C'est de tout faire pour que les élections, surtout les élections nationales se tiennent. L'officier c'est la parole d'honneur, pas même un officier, l'homme c'est la parole, pas autre chose, l'honneur avant tout. Le temps est là d'abord, il suffit d'une bonne volonté, tout peut se faire avec l'implication

de tous les acteurs, ouvrir un dialogue inclusif et participatif avec la présence de tout le monde, s'entendre sur quelque chose. Mais ce n'est pas de façon unilatérale qu'il faut aller faire des déclarations au nom de tout le peuple de Guinée », a confié Marc Yombouno, ancien ministre du Commerce sous Alpha Condé, au site Mediaguinee.

Kéfina Diakité

Interview

INTERDICTION DES DÉCHETS PLASTIQUES

« C'est une décision historique que les gouvernements précédents n'ont pas eu le courage de prendre » (Sory Camara, président FGDG)

Jusqu'en fin d'année 2024, l'importation, la fabrication et la commercialisation des emballages des plastiques à usage unique sont interdites en Guinée. La décision a été prise à travers un décret lu à la télévision nationale. Des acteurs de la protection de l'environnement saluent la décision et proposent leur service au gouvernement pour accompagner la mesure. Sory Camara, président de la Fédération des Gestionnaires des Déchets de Guinée a réagi à cette mesure dans un entretien accordé à votre hebdomadaire.

L'Aigleinfos : Dans un décret, le président de la transition a interdit l'importation, la fabrication, la commercialisation des déchets plastiques à usage unique jusqu'en fin d'année. Dites-nous d'abord, qu'il s'agit de quels plastiques ?

Sory Camara : Ça concerne des plastiques jetés à la nature une fois qu'on les utilise une fois. Même si ces emballages concernent certaines activités publiques telles que la médecine, l'armée ils sont exemptés pour cause d'utilité publique.

L'Aigleinfos : Comment réagissez-vous à cette décision ?

Sory Camara : Il faut d'abord saluer et accompagner cette décision historique du président de la transition parce que jusqu'à aujourd'hui, la Guinée figurait parmi les rares pays au monde qui n'avaient pas pris une décision de ce genre. La décision l'interdisant est une réponse à nos multiples sensibilisations et plaidoyers que nous acteurs de l'assainissement ont toujours œuvré ces dernières années. Cela voudrait dire que le gouvernement attend le cri de cœur des acteurs et cherche des solutions pour pouvoir répondre à leur demande.

L'Aigleinfos : Avec cette interdiction, pensez-vous



que cela peut avoir un impact positif sur notre environnement parce que très souvent dans les rencontres, c'est la problématique liée à la gestion des déchets plastiques qui est mise en avant ?

Sory Camara : Si ce décret est appliqué, cela va avoir des avantages sur la santé publique, sur la protection de l'environnement, la sécurité

des espèces aquatiques mais aussi la menace qui pèse sur les agriculteurs et éleveurs va être réduite parce que ces plastiques sont abandonnés dans la nature et les eaux de ruissellement les drainent au niveau des domaines agricoles, milieux maraichers et les zones côtières, ce qui provoque beaucoup de maladies.

L'Aigleinfos : Vous avez dit dans une déclaration relative

à ce décret que ces déchets plastiques peuvent être à l'origine de plusieurs maladies. Il s'agit de quelles maladies selon-vous ?

Sory Camara : Une fois que ces déchets plastiques sont abandonnés dans la nature, ils se retrouvent sur plusieurs schémas de traitement. Il y a des citoyens qui vont les brûler parfois et si c'est le cas, cela affecte la santé humaine. Cela peut provoquer des mots de tête, des rhumes, cancers, la malformation congénitale des enfants voire même l'avortement et ça affecte la conscience intellectuelle des enfants parce que c'est la fumée. Les personnes asthmatiques cela peut provoquer de la sinusite et des maladies similaires. Et si ces plastiques se retrouvent dans la chaîne alimentaire, ça peut faire assez de dégâts.

L'Aigleinfos : Visiblement vous saluez la mesure mais pensez-vous qu'elle pourrait être effective sur le terrain ?

Sory Camara : Je crois en ce gouvernement, et vous savez que cette mesure dormait dans les tiroirs avec les régimes précédents qui n'ont pas eu le courage de l'acter. C'est maintenant que les autorités actuelles l'ont décidé, nous ne pouvons qu'espérer et nous allons les accompagner

techniquement avec l'appui de tous nos partenaires pour appuyer cette décision historique du gouvernement.

L'Aigleinfos : Comment comptez-vous apporter votre contribution pour le respect de cette mesure ?

Sory Camara : Vous savez, la Fédération des Gestionnaires de déchets a mis en place une communauté des ambassadeurs de société au rang de vingt-quatre. Ce sont des personnes ressources qui disposent d'une trentaine d'expérience plus ou moins et nous avons mis en place trois organes qui les appuient, à savoir une communauté technique, scientifique et des journalistes ayant certaines expertises sur des questions liées à l'assainissement. Donc, la fédération est préparée en amont pour pouvoir aider le gouvernement de la République, les collectivités et tous les acteurs dans le cadre de l'assainissement.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Sory Camara, président la Fédération des Gestionnaires de Déchets !

Sory Camara : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

ONU

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa appelle à la fin de «l'apartheid à Gaza»

L'Assemblée générale des Nations Unies se tient actuellement à New-York. Les prises de parole des chefs d'États ou leurs représentants se succèdent. Mardi 24 septembre, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, est revenu sur l'action de l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice (CIJ) à l'encontre d'Israël. L'Afrique du Sud estime que le pays viole la Convention des Nations Unies sur le génocide.

Cyril Ramaphosa, le président sud-africain, est revenu sur la saisine par

son pays de la Cour internationale de justice en décembre 2023. Son pays est en effet en pointe dans la dénonciation des actions de l'armée israélienne à Gaza. L'Afrique du Sud accuse Israël de « génocide » à Gaza.

La décision sur cette question peut prendre des années et l'Afrique du Sud a réclamé plusieurs fois à la CIJ d'ordonner des mesures conservatoires à Israël, face à la situation humanitaire catastrophique dans la bande de Gaza.

À New York, Cyril Ramaphosa, a

une nouvelle fois pointé du doigt la responsabilité internationale face aux souffrances de Palestiniens à Gaza : « À l'aide des moyens que possèdent les Nations unies, nous devons mettre fin aux souffrances que subissent les Palestiniens. Nous devons appliquer les principes de la Charte de l'ONU et les lois internationales qui ne peuvent pas être appliquées de manière sélective. Aucun État n'est moins égal qu'un autre. Atteindre et maintenir la paix demande une volonté collective de l'ensemble des

pays rassemblés ici ».

Cyril Ramaphosa plaide pour une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU

Le président sud-africain en a profité pour marteler que ce dossier montrait combien la réforme du Conseil de sécurité onusien est primordiale : « Cela demande aussi, que le Conseil de sécurité de l'ONU soit plus représentatif et inclusif. Depuis 78 ans et sa création, sa structure n'a quasiment pas changé. L'Afrique et ses 1,4 milliard habitants restent exclus

des décisions stratégiques. Cela ne peut pas continuer. Le Conseil de sécurité n'a pas rempli sa mission de maintenir la paix et la sécurité internationale, il doit donc, en tant qu'organisme, être réformé ».

« Nous, Sud-Africains, savons à quoi ressemble l'apartheid [et] nous ne resterons pas silencieux à regarder l'apartheid se perpétuer contre d'autres », a tenu à rappeler le président Ramaphosa, devant les 193 États membres de l'ONU.

Interview

VISITE TECHNIQUE

Le cri du cœur du syndicat des transporteurs des poids lourds

Le syndicat des transporteurs des poids lourds se plaint des agissements des agents de la sécurité routière dans l'exercice de leur profession. Ces camionneurs sont souvent interpellés en pleine circulation pour leur faire payer des reçus des visites techniques de leurs engins. Dans un entretien accordé à notre rédaction mardi, 24 septembre 2024, Alpha Ibrahima Barry, coordinateur de la CNTG antenne CIMAFA, a dénoncé ce comportement de ces agents et invité les autorités à implanter ce service à l'intérieur du pays.



L'Aigleinfos : Des conducteurs de poids lourds ont observé un débrayage lundi à Sonfonia gare à cause d'un contrôle de document de visite technique de leurs engins. Parlez-nous en ?

Alpha Ibrahima Barry : Quand j'ai été informé de ce problème, je me suis dépêché sur les lieux pour constater les faits. J'ai compris à la suite des explications que des agents de la police routière les ont arraisonnés puis leur réclamer des reçus des visites techniques, chose qui n'est pas à la portée de tout le monde. Dans tout le pays, il n'y a que deux centres qui sont tous à Conakry. Et ces deux centres ne peuvent pas recevoir tous les camionneurs de la Guinée. Nous avons des collègues qui ne circulent qu'entre N'Zérékoré-Dabola, N'Zérékoré Kankan voire Siguiré. Alors, on n'a vu que là où nous étions, ces agents voulaient notre défaillance pour nous arrêter. Mais étant

professionnels, on a agi en professionnel. D'ailleurs, on s'est transformé en agents de sécurité pour régulariser la circulation parce qu'il y a des personnes qui n'étaient pas concernés donc il fallait les laisser vaquer à leurs occupations.

L'Aigleinfos : Est-ce qu'il y a eu un terrain d'entente entre les deux parties ?

Alpha Ibrahima Barry : Notre débrayage a duré entre 12H et 19H et par la suite, nos responsables syndicaux et les autorités ont géré le problème entre eux. Cela nous a permis de partir du lieu.

L'Aigleinfos : Donc, il n'y aura plus de contrôle technique visant les transporteurs routiers ?

Alpha Ibrahima Barry : Non, il nous a été dit qu'il y a une réunion ce mardi, 24 septembre. Mais une chose est claire, les conducteurs que j'ai vus, ont dit que s'ils n'ont pas gain de cause, ils vont circuler. Nous ne sommes pas plus forts que l'Etat mais l'Etat c'est nous

tous.

L'Aigleinfos : Est-ce que par endroits vos collègues vous n'imposez pas un refus de payer ce document en pensant que c'est cher ?



Alpha Ibrahima Barry : L'Etat a le plein droit de réclamer ce document parce que ça y va dans notre intérêt, ça protège notre vie et celle de nos marchandises. Mais pour réclamer son droit, il faut que tu t'acquittes de ton devoir, et le devoir de

l'Etat c'est de nous offrir des centres techniques. S'il arrive à le faire, nous sommes disposés à coopérer mais on ne peut pas accepter une chose qu'on n'a pas.

L'Aigleinfos : Comment vos collègues de l'intérieur circulent alors que vous dites qu'il n'y a aucun centre technique là-bas ?

Alpha Ibrahima Barry : On leur coupe des reçus allant de 300 mille jusqu'à un million parfois. On a souvent échangé avec tous les colonels des différentes zones pour leur demander d'arrêter. Ils n'ont qu'à arrêter de faire du tort à ces transporteurs parce qu'ils leur réclament ce qu'eux ne peuvent pas leur offrir.

L'Aigleinfos : Vous êtes accusés d'être à la base de la dégradation de nos routes. Qu'est-ce que vous en dites ?

Alpha Ibrahima Barry : On paye nos taxes, la vignette. Je pense que la vignette est une cotisation pour réparer nos routes.

L'Aigleinfos : Au niveau des points de pesage, est-ce que vous rencontrez

bascales, on ne pourra plus surcharger, nous allons sauvegarder nos routes.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce que vous demandez à l'Etat pour que tous les camionneurs aient ce document afin que vous puissiez travailler librement ?

Alpha Ibrahima Barry : Si la société chargée de fournir ce document ne peut pas couvrir toutes les régions administratives, elle arrive au moins à couvrir les quatre régions naturelles. Nous leur demandons aussi de revoir l'état de nos routes. Vous avez vu entre N'Zérékoré et Lola, le pont a cédé et la route de Kérouané c'est pire que ça. Pour finir, ce que nous déplorons c'est le comportement de certains agents qui s'accrochent parfois sur des camions des transporteurs, il y en a même qui en viennent aux mains. Nous demandons que cela s'arrête parce que si c'est nous, ils diront qu'on s'est jeté sur un agent de l'Etat dans l'exercice de son travail.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Alpha Ibrahima

des difficultés avec la gendarmerie routière ?

Alpha Ibrahima Barry : Nous-mêmes, nous réclamons les points de pesage parce que ça nous arrange. Ça nous oblige à charger avec le prix officiel parce que s'il y a des bonnes

Barry du syndicat des transporteurs des poids lourds !

Alpha Ibrahima Barry : Je vous en prie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

CLAUDE PIVI EXTRADÉ À CONAKRY

Voici ce qu'il a dit à ses avocats

En novembre 2023, Claude Pivi a été extirpé de la maison centrale de Coronthie où il était en détention provisoire avec ses coaccusés dont le capitaine Moussa Dadis Camara, président de la transition à l'époque dans le cadre des événements meurtriers commis en 2009 au stade du 28 septembre 2009 dont le procès était en cours. Depuis que cet événement spectaculaire s'est produit dans cette prison, l'ancien ministre de la sécurité présidentielle sous le CNDD n'a jamais donné de nouvelles de lui jusqu'à ce jour, mardi 17 septembre 2024 où il a été mis aux arrêts par les services de sécurité du Liberia.

Au lendemain de son extradition en Guinée, Claude Pivi alias Coplan a été conduit à la maison d'arrêt de Coyah où il est désormais en détention. Après un entretien avec ses avocats, le condamné à perpétuité dans le procès des événements du 28 septembre 2009 a donné sa version de son évocation. « Quand on m'a enlevé à la maison centrale, c'est ce même jour que ceux qui m'ont enlevé m'ont conduit en Forêt dans mon village. Trois jours après, ils m'ont exhorté pour le Libéria où je suivais des soins », a-t-il convié à son conseil. Depuis que les événements du 04 novembre se sont produits, les commentaires vont bon train. Dans l'opinion publique, c'est le nom de son fils Verry Pivi qui est sur toutes les lèvres comme celui qui a dirigé le commando à la prison. Mais pour les avocats, leur client a une autre lecture.

« Ce que beaucoup ont traité de cavale, il a fait objet d'enlèvement, je pèse bien



mes mots, à la maison centrale de Conakry par un commando inconnu et aller le séquestrer pendant plusieurs mois. Avant le 04 novembre, notre client n'était pas en contact avec son fils, le 04 novembre est arrivé, il n'a pas été en contact avec son fils et tout le temps qu'il fait en dehors il n'a jamais été avec son fils. Ce qui veut dire par là,

qu'il n'a été de près ni de loin associé à ce qui s'est passé à la maison centrale le 04 novembre 2023. Mais ce qu'il faut ajouter est que le colonel Pivi nous a dit que depuis qu'il a été enlevé à la maison et tout le temps, il n'a pas eu de nouvelles de sa famille. Il demande aux autorités de l'aider à retrouver sa femme et

ses enfants »

Selon les Conseils de l'ancien ministre de la sécurité présidentielle sous le CNDD, Coplan regrette aujourd'hui d'être parti de son lieu de détention. Cependant, il soutient que c'était pour des raisons de santé : « Claude Pivi était au Libéria pour se soigner

et revenir au pays. Vous avez tous vu les images qui ont circulé sur les réseaux sociaux en disant long. L'homme est malade, il a besoin de se faire soigner. Aujourd'hui, s'il faut se focaliser sur quelque chose, je crois qu'il a besoin des soins adéquats », a sollicité Me Abdourahmane Dabo.

La défense du condamné a affirmé devant la presse qu'aucune charge n'a pas encore été notifiée à son client depuis son extradition.

Il faut quand même rappeler que Claude Pivi, ancien ministre sous l'ère CNDD, a été condamné à perpétuité avec trente ans de sureté pour son implication dans les événements douloureux du 28 septembre 2009 ayant coûté la vie à plus de cent cinquante citoyens, des disparus, blessés et des cas de viols. A cela, s'ajoute l'évasion spectaculaire du 04 novembre 2023.

Samuel Demba. D

PROCHAINE PRÉSIDENTIELLE

Sadio Barry du parti BAG interpelle le président Doumbouya

Le lundi 23 septembre 2024, lors d'une conférence de presse animée les Forces Sociales de Guinée, Sadio Barry, le président du parti BAG (Bloc pour l'Alternance en Guinée), a conseillé au président de la transition, le Général Mamadi Doumbouya, d'écouter les personnes qui lui disent la vérité par rapport à ses engagements pris dans le cadre de la conduite de la transition.



« Monsieur le Président, si vous avez des amis dans ce pays, je vous prie de les rechercher dans le groupe des Forces sociales, ces gens qui ont le courage de vous dire la vérité, de rappeler vos promesses, de vous exhorter à respecter votre parole, à rester un homme d'honneur, à éviter des situations que nous avons connues avec Dadis Camara et Alpha Condé (...) », a-t-il conseillé.

A propos d'une éventuelle candidature de l'actuel locataire du palais Roi Mohammed V, qui avait pourtant promis que ni lui, encore moins un membre de son gouvernement ne se présentera aux prochaines élections, Sadio Barry dira ceci : « Si vous forcez la situation pour devenir candidat

en rompant votre parole, vos serments, que direz-vous aux Guinéens en campagne électorale ? Vous allez leur promettre quoi ? Quelle valeur aura votre promesse, après avoir affirmé publiquement à trois reprises devant le monde que vous allez diriger la transition en tant que soldat ».

Le président du parti BAG a par ailleurs fait état des pressions qui seraient exercées par certains membres de l'entourage du président, qui seraient favorables à une prolongation de la transition.

« Aujourd'hui, vous avez des gens autour de vous qui pensent que la fin de la transition signifie la fin de leur carrière en Guinée.

Car, il est dit tant au CNT qu'au Gouvernement, les membres des organes de la transition ne peuvent pas être candidats avant la nomination dudit Gouvernement. Ceux qui ont accepté d'être dedans l'ont fait en connaissance de cause (...). Ils vous poussent à prolonger ce régime et, pire encore, à prendre des décisions qui risquent de coûter la vie à des Guinéens. Vous pourrez peut-être vous maintenir au pouvoir par la force, mais vous ne trouverez ni respect ni paix nulle part », a fait remarquer Sadio Barry. Reste à savoir maintenant si cet appel tombera dans des oreilles attentives.

Kaba Kankoula

PROCHAINE PRÉSIDENTIELLE

Le RPG dénonce les promoteurs de la candidature de Doumbouya

Le samedi 21 septembre 2024, le RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, a tenu son assemblée générale hebdomadaire à son siège national à Gbessia, dans la commune du même nom. L'ancien ministre du Commerce, Marc Yombouno, en a profité pour dénoncer les promoteurs de la candidature du général Mamadi Doumbouya à la prochaine présidentielle et a fustigé la sortie du ministre Keamou Bogola Haba, en marge d'un tournoi de football à Labé, la capitale de la Moyenne Guinée.



« Nous nous disons au RPG Arc-en-ciel que jusqu'à preuve du contraire, que le président de la transition va respecter

sa parole donnée. Il ne va pas violer sa parole d'honneur. Il ne va pas violer le contenu de la charte sur laquelle il a prêté

serment et il ne va pas violer son engagement de départ ni les promesses, des messages qui ont fait qu'une partie de la population est sortie dans la rue pour l'applaudir. Nous pensons que ce principe en tant qu'officier de l'armée il ne va pas violer sa parole. Donc ce que les gens disent peut-être que ça vient d'eux-mêmes. Ils sont en train de lancer des ballons d'essai et pour convaincre qui? L'on ne le sait pas. C'est à eux-mêmes de répondre. Nous, nous ne faisons pas de commentaires pour le moment. Nous ferons des commentaires lorsque le président de la transition lui-même se déclarera », a martelé Marc Yombouno, au lendemain d'une sortie médiatique du ministre secrétaire général de la présidence de la République, le général Amara Camara, qui, en conférence de presse, a affiché sa volonté de soutenir le Général Mamadi Doumbouya à la prochaine présidentielle,

si toutefois ce dernier le souhaitait.

« Il y a des signaux des gens à travers des groupes de soutien. Certains artistes et autres qui sont dans la rue, qui portent des T-shirts et qui font des interviews que le CNRD n'avait pas admises lors de sa prise du pouvoir, mais qu'ils ont laissées et qui sont libres. Mais pour nous une fois encore, la parole d'honneur sera respectée. C'est lui le président, c'est à lui de se déterminer », a fait remarquer ce membre du Bureau politique national du RPG Arc-en-ciel.

Et par rapport à la sortie controversée du ministre Keamou Bogola Haba à Labé, Marc Yombouno a dit ceci : « Le ministre de la Jeunesse dans sa communication à Labé, a dit que la jeunesse a pris sa responsabilité. Qu'à travers le président de la transition, c'est la jeunesse qui gouverne, c'est la jeunesse qui doit gouverner au compte de la jeunesse

et que quiconque n'est pas d'accord doit quitter le pays. C'est le fait de dire "doit quitter le pays" qu'il ne faut pas. C'est comme ça que ça commence. Un ministre ne peut pas dire que si des citoyens, une portion des citoyens n'est pas d'accord avec notre politique, ces citoyens doivent quitter le pays. C'est très grave. Mais on laisse passer ça. Où est la boussole ? Nous demandons à nos sages, à nos religieux, qui restent la référence pour nous de lancer la sonnette d'alarme. De dire que trop c'est trop. Nos jeunes enfants, nos jeunes frères, on ne va pas nous laisser aller jusque-là. La vie c'est l'expérience. Ce qu'un sage, un vieux voit assis, un jeune ne peut pas le voir debout. Les sages doivent avoir le courage d'amener la société guinéenne à la compréhension, à l'harmonie »

Kaba Kankoula

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET FONCTION PUBLIQUE

François Bourouno échange avec les IRAP et les DRH

Le vendredi 20 septembre 2024, le ministre du Travail et de la Fonction Publique, Faya François Bourouno, a échangé avec les inspecteurs régionaux de l'administration publique (IRAP), les chefs de division des ressources humaines (DRH) des départements ministériels et des services déconcentrés de l'administration publique.

Dans son discours de bienvenue, Madame la cheffe de cabinet du ministère du Travail et de la Fonction Publique, Madame Ramatoulaye Camara, a indiqué que cette initiative du ministre vise à créer un cadre propice aux échanges sur les défis partagés, les bonnes

pratiques et les orientations stratégiques à adopter, afin de rendre l'administration publique plus efficace et plus transparente.

Prenant la parole, le ministre du Travail et de la Fonction publique, Faya François Bourouno, a engagé un dialogue constructif avec les participants qu'il a exhorté à faire preuve de vigilance et de rigueur dans la gestion des dossiers administratifs.

« Nous avons passé en revue les performances réalisées depuis ma prise de fonction à la tête de ce département. J'ai tenu à exprimer ma profonde gratitude à l'ensemble des collaborateurs

pour leur engagement, qui a permis d'obtenir des résultats significatifs au cours de ce semestre. Nous avons également saisi cette opportunité pour identifier les points d'amélioration, tant en matière de gestion des ressources humaines que dans l'administration des structures publiques. Il était primordial pour moi de partager ma vision de réforme pour notre administration publique. Dans le cadre de la refondation prônée par Son Excellence, Monsieur le Président de la République, le Général Mamadi DOUMBOUYA, nous aspirons à doter notre pays d'une administration publique moderne et performante », dira le ministre Faya François Bourouno, tout en encourageant les cadres des IRAP et des Ressources Humaines à cultiver l'harmonie, la cohésion et l'esprit d'équipe dans l'accomplissement de leurs missions, afin de bâtir



ensemble une administration publique performante. Espérons vivement que ces instructions ministérielles seront suivies et appliquées

à la lettre dans l'intérêt des agents de la Fonction publique.

Mamadou Oury

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Notre site indépendant d'information tous azimuts

PRÉTENDU COUP D'ETAT ORCHESTRÉ CONTRE LE CNRD

Le RPG ridiculise les détracteurs d'Alpha Condé

Les cadres du RPG Arc-en-ciel étaient en colère samedi, 21 septembre 2024, contre les détracteurs de leur champion dont l'image est associée à une déstabilisation du régime de Conakry. Le parti rejette fermement ces accusations et pense que ce sont les haineux de l'ancien président qui veulent détourner l'attention de l'opinion sur le retour à l'ordre constitutionnel. Le bureau politique national du navire jaune a aussi réagi à cela lors de son assemblée générale hebdomadaire, tenue à son siège à Gbessia.



Des informations relayées par un média libérien le 18 septembre, font état d'un recrutement de mercenaires par l'ancien président Alpha Condé pour renverser le régime de Conakry. Une thèse balayée d'un revers de mains, Marc Yombouno. Ce cadre du bureau politique du RPG met

au défi, ces détracteurs : « Que le professeur Alpha Condé préparerait un coup d'Etat contre le régime en place, et qu'il aurait donné 150 mille dollars à un certain Ibrahima Khalil pour jouer ce jeu. Si on pouvait être président avec 150 mille dollars, je crois que chaque famille aurait eu un

président. C'est enfantin, c'est ridicule, c'est rabaissant pour la Guinée. Si cette information a été relayée sur le média d'Etat libérien, je suis Ministre de l'Information du Libéria, je démet et j'emprisonne le directeur de la Radio Nationale Libérienne parce qu'il est irréfléchi, incompetent et

semeur de troubles. On ne peut pas partager une telle information avec un président qui a géré un pays pendant onze ans. C'est grave, et c'est ça l'inconvénient de mettre des incompetents à la place qu'ils ne méritent pas. Mais ce que nous disons, c'est à l'accusateur de fournir les preuves. », s'est-il insurgé. L'ancien président guinéen vit en Turquie depuis la destitution de son régime, le 05 septembre 2021 par le groupement des forces spéciales à l'époque dirigé par Mamadi Doumbouya. Cependant, le président déchu a, dans une courte vidéo diffusée récemment sur sa page Facebook, annoncé qu'il est quelque part en Afrique. Une déclaration qui serait à l'origine de la panique chez les dirigeants actuels, fait remarquer l'ancien ministre du Commerce. « Depuis qu'il a fait le discours de quelques secondes, la panique est à la maison. Les souris, les chats tout le monde est paniqué. Mais qu'on laisse le professeur Alpha Condé en paix au moins ce petit respect d'avoir été un

président de la République élu. », a réclamé ce cadre du parti. Ce cadre de l'ancien parti au pouvoir pense que c'est une campagne bien orchestrée pour salir l'image de leur président fondateur. Marc Yombouno demande aux Guinéens de ne pas céder à la manipulation : « Tout ce qui se propage, c'est une campagne de diffamation, ce sont des allégations et il ne faut pas en tenir compte. C'est pour que les gens abandonnent le sujet principal qui est le retour à l'ordre constitutionnel. Il ne reste que trois mois et nous sommes focus sur ça. Au RPG, on n'amusera pas la galerie, pour nous le 31 décembre, c'est la fin de la transition. Restons mobilisés, sereins et que le RPG ARC-EN-CIEL autour du professeur Alpha Condé retrouvera son pouvoir à travers les urnes et non par l'épée. Le professeur a toujours dit qu'il ne recherche pas le pouvoir pour venir gouverner les cimetières », a-t-il insisté.

Samuel Demba. D

UFDG

Cellou Baldé répond au ministre Bogola Haba

Dans un droit de réponse intitulé "Ah !!! l'imposture quand il nous tient" et publié chez nos confrères de Mediaguinee, l'honorable Cellou Baldé de l'UFDG donne la réplique au ministre Keamou Bogola Haba.

« Notre compatriote et Ministre de la junte a encore perdu une occasion en or de se taire car ce qu'il avait à dire ne valait pas mieux que ce qu'on a déjà entendu.

Le fameux Keamou Bogola Haba, comme c'est de lui qu'il s'agit récidive dans le mensonge, le déni de l'évidence et la tentative de manipulation de l'opinion.

Appuyé par des petits mercenaires de la plume, membre de la nouvelle génération « DEKKA HEKKA », il tente maladroitement et vainement de redorer son blason en s'attaquant aux respectables personnalités de la classe politique Guinéenne.

Pour avoir été sévèrement critiqué jusqu'au son sein même du Gouvernement pour sa sortie controversée du côté de Labé où il a tenu des propos

irresponsables et dangereux pour le vivre ensemble, au lieu de présenter des excuses publiques au Peuple de Guinée, il s'enfonce dans le déni.

Dans un État de droit, notre compatriote serait déjà déchu de ses fonctions de Ministre pour faute lourde et trimballé en justice, mais sous l'ère du CNRD il peut continuer à narguer le Peuple car nous sommes dans une Nation à deux (2) Républiques et Bogola appartient à la République des privilégiés.

Parlant de droit Constitutionnel au travail, vous devriez vous abstenir de confondre votre Gouvernement car depuis 2021 plus 20.000 jeunes Guinéens ont déserté votre fameux paradis et pris le chemin de l'exil.

Ces jeunes, pour la plupart, diplômés des Universités Guinéennes ont quitté le Pays

à cause du manque d'emploi, de la misère, de l'insécurité récurrente et de l'absence de toute perspective pour un lendemain meilleur.

Alors cherchez à mieux vous pourvoir pour prétendre donner des leçons à des cadres convaincus que seul le respect des règles et principes de la démocratie et de l'état de droit peuvent conduire notre Pays vers le développement socio-économique tant attendu. Pour terminer, en un mot comme en milles, j'insiste, je persiste et je signe, non Mr Haba, nous ne quitterons pas la Guinée », a écrit

Honorable Cellou BALDÉ, ancien député de la République, membre du Conseil Politique de l'UFDG.

Mamadou Oury



FRANCOPHONIE

La suspension de la Guinée levée par l'organisation internationale

Fidèle à ses principes, au lendemain du coup d'Etat qui a emporté le régime d'Alpha Condé, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), s'est vue dans l'obligation de suspendre la Guinée de ses instances. Une suspension qui vient d'être totalement levée, pour le plus grand bonheur des autorités de la transition.



Cette décision a été prise mardi 24 septembre 2024, à la suite d'une session extraordinaire du conseil permanent de la Francophonie. « Bien qu'ayant

relevé la nécessité pour la Guinée de poursuivre ses efforts sur le volet des droits et des libertés, le CPF a décidé d'exprimer sa solidarité avec

ce pays membre, en levant totalement la suspension de la République de Guinée de la Francophonie prononcée en 2021 », a annoncé la

Secrétaire Générale de l'OIF, la Rwandaise Louise Mushikiwabo. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'un nouveau mécanisme de suivi et d'évaluation adopté en juin dernier par le conseil permanent de la Francophonie, visant à rétablir progressivement la participation des États suspendus en fonction des avancées constatées dans le rétablissement de l'ordre constitutionnel et du respect des droits et libertés, a fait savoir la SG de l'OIF et ancienne ministre des Affaires étrangères du Rwanda. « Cette levée de suspension permettra aux autorités guinéennes de participer pleinement au Sommet de la Francophonie, prévu en France les 4-5 octobre prochains », a précisé Mme

Louise Mushikiwabo, la Secrétaire Générale de l'OIF, qui, on le sait, accompagne la Guinée dans son processus de transition à travers le déploiement d'une expertise multisectorielle, couvrant des domaines clés comme l'élaboration d'une nouvelle constitution, la réforme de l'organe électoral, la régulation des médias et la gestion du fichier électoral. « Cette approche d'accompagnement, qui allie rigueur et écoute, et qui a été renforcée par la visite de la Secrétaire générale à Conakry en janvier dernier, a permis de mesurer les défis restants à relever et d'encourager les progrès », a indiqué l'OIF.

Kéfina Diakité

LIGUE DES CHAMPIONS DE LA CAF

Le Milo FC de Kankan se fait éliminer par le Stade d'Abidjan

Le dimanche 22 septembre 2024, le Milo FC de Kankan, s'est fait éliminer par les Ivoiriens du Stade d'Abidjan au dernier tour préliminaire de la Ligue des champions, la plus prestigieuse compétition interclubs organisée chaque saison par la Confédération africaine de football (CAF).

Le champion de Guinée en titre, le Milo FC de Kankan, était engagé en Ligue des champions de la CAF. Après avoir éliminé le représentant mauritanien au premier tour, les Bleu et blanc de la Savane se sont fait éliminer dimanche 22 septembre 2024 par les Ivoiriens du Stade d'Abidjan au dernier tour préliminaire de la plus prestigieuse compétition interclubs organisée chaque saison par la Confédération africaine de football (CAF). Au match aller, le représentant guinéen s'est incliné 0-2 à Abidjan. Au match retour, qui s'est joué à Bamako, le Milo FC s'est imposé 2-1 face à son adversaire. Ce sont les Ivoiriens qui ont ouvert le score à la 33ème minute par l'intermédiaire de Koré Saint-Jean. Les deux buts guinéens ont été marqués en

seconde période à la 46ème minute et à la 55ème minute, respectivement par Alhassane Bangoura et Seydouba Bangoura.

Pour rappel, le Milo FC de Kankan est parvenu cette année à inscrire son nom au palmarès du championnat national de première division (Ligue 1 Guicopres). Il a engrangé 53 points en 26 journées de Ligue 1 Guicopres pour remporter son tout premier titre national, devant le Hafía FC.

Dans les années 1980, l'on s'en souvient, la formidable génération de Lama Doré avait joué les premiers rôles dans les compétitions nationales de football (championnat, coupe nationale). Il y a quelques années également, le Fello Star de Labé a lui aussi remporté le championnat plus



d'une fois. Cette année, le club phare de Kankan aura eu un parcours exceptionnel en Ligue 1 Guicopres, au nez et à la barbe des clubs considérés jusqu'ici comme les traditionnels favoris de

la compétition: Horoya AC, Hafía FC, AS Kaloum, Club industriel de Kamsar (CIK). Espérons que dans les années à venir, le Milo FC de Kankan parviendra à se faire un nom dans les compétitions

interclubs de la CAF, à l'instar du Hafía FC (triple champion d'Afrique), du Horoya AC (vainqueur de la coupe des vainqueurs de coupe en 1978) ou de l'AS Kaloum.

Kaba Kankoula

BURKINA FASO

Le régime militaire affirme avoir déjoué une nouvelle tentative de déstabilisation

Au Burkina Faso, la junte assure avoir déjoué une nouvelle tentative de déstabilisation. Selon le ministre de la Sécurité, Mahamadou Sana, le plan prévoyait plusieurs opérations et serait l'œuvre d'anciens militaires et de groupes terroristes. Plusieurs noms, dont ceux du prédécesseur d'Ibrahim Traoré, Paul-Henri Sandaogo Damiba, premier putschiste de 2022, d'anciens ministres des Affaires étrangères et de plusieurs officiers ont été cités par le ministre au cours d'une émission sur la télé d'État.



« Face » caméra, le ministre de la Sécurité l'assure : le plan prévoyait plusieurs cibles. L'attaque contre les populations de Barsalogo le 24 août 2024 en aurait été le premier acte. Pour rappel, près de 200 civils avaient été tués dans cette commune alors qu'ils creusaient des tranchées à la demande de l'armée. Une

attaque massive revendiquée par le Jnim, groupe terroriste lié à al-Qaïda. Mahamadou Sana évoque un complot organisé avec l'EIGS, l'État islamique au grand Sahara, et affirme que c'est l'attaque de Barsalogo qui devait être le déclencheur de cette tentative de prise du pouvoir : « La première attaque précurseur de cette

opération était celle de Barsalogo qui consistait à massacrer le maximum de populations civiles pour créer le désarroi et le chaos, facilitant ainsi l'exécution de l'action principale. » Un groupe de 150 terroristes venus de la région du Centre-Est du Burkina Faso devait, selon lui, s'attaquer aussi au palais présidentiel à

Ouagadougou, pendant qu'un deuxième groupe s'en serait pris à la base de drones pour « contrer toute riposte ». Enfin, toujours selon Mahamadou Sana, un troisième groupe, venu du territoire ivoirien, devait mener des attaques à la frontière pour disperser les forces de défense et de sécurité burkinabè.

Nombreuses personnalités en cause

Selon ce ministre, le « chef » de toutes ces opérations serait le commandant Ahmed Kinda, précédemment commandant des forces spéciales. Plusieurs réunions se seraient tenues au Niger ou au Ghana. Mahamadou Sana met aussi en cause de nombreuses personnalités : notamment le premier putschiste de 2022, Paul-Henri Damiba, les anciens ministres Djibrill Bassolé et Alpha Barry, les journalistes Serge Mathurin Adou et Abdoulaye Barry, l'ancien président de la

Commission électorale, Newton Ahmed Barry, ou encore Aziz Diallo l'ex-maire de la commune de Dori. Sans oublier de pointer une participation de certains des services de renseignement occidentaux. Le ministre de la Sécurité avertit qu'au regard de la « gravité extrême des actes », l'opération spéciale antiterroriste est maintenue. Cité à la télévision, avec notamment l'ex-putschiste Paul Henri Damiba et l'ancien ministre des Affaires étrangères Djibrill Bassolé, Newton Ahmed Barry, ex-président de la commission électorale, dément ces accusations de tentative de déstabilisation. « Ils n'arrivent pas à se dépêtrer de Barsalogo. Donc, évidemment, ils inventent des choses incroyables et invraisemblables, au lieu de déjouer les coups des terroristes contre les populations », lance-t-il au micro de Guillaume Thibault. **RFI**

COMORES

La mort en détention de l'agresseur présumé du président continue de poser question

Mardi 25 septembre, un communiqué du parquet de Moroni a indiqué qu'aucune trace de violence n'a été relevée sur le corps d'Ahmed Abdou, alias « Fanou », décédé dans sa cellule dans la nuit du 13 au 14 septembre, écartant ainsi la possibilité d'une enquête complémentaire.

Selon le communiqué du parquet, le certificat médico-légal délivré par le docteur Naoufal Boina, médecin du service de santé militaire, est sans équivoque. Il confirme l'absence de blessures par arme à feu ou par arme contondante sur le corps d'Ahmed Abdou, décédé dans

sa cellule dans la nuit du 13 au 14 septembre, peu après l'attaque au couteau ayant visé le président Azali Assoumani. Fort de ce rapport, le parquet estime en conséquence qu'il n'y a « pas d'opportunité de poursuivre l'enquête ». La mort en détention d'Ahmed Abdou, jeune militaire, jusqu'alors décrit comme en bonne santé, suscite de vives interrogations. Le parti Ushe, une nouvelle formation politique, dénonce l'absence d'autopsie, et s'interroge sur l'impartialité du médecin militaire. Ushe réclame ainsi une enquête indépendante,

soulignant la nécessité d'une réforme des pratiques des forces de l'ordre dans le pays. De son côté, le parti Orange a également réagi. Il estime que le communiqué du parquet est insuffisant et demande que Transparency International soit saisie pour faire la lumière sur cette affaire. Orange appelle également à l'organisation de rassemblements par les partis politiques et la société civile pour exiger justice, tout en condamnant l'agression sans précédent d'un responsable politique aux Comores.



RFI

Lisez le journal numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts

SÉNÉGAL

Disparition d'Amadou Mahtar Mbow, premier Africain directeur général de l'Unesco

Amadou Mahtar Mbow est décédé ce 24 septembre 2024 à l'âge de 103 ans. Ce grand homme qui fut scout, combattant, enseignant, député, opposant, ministre de l'Éducation nationale, puis de la Culture et de la Jeunesse du Sénégal, et qui deviendra le premier Africain directeur général de l'Unesco, aura traversé son époque avec dignité et grandeur, en portant au plus haut les droits et les valeurs culturels de ceux que l'on réduisait alors au tiers-monde. Federico Mayor, qui fut son successeur à l'Unesco, avait salué en lui « un grand Monsieur de ce monde ».

Le parcours exemplaire du professeur Amadou Mahtar Mbow s'inscrit dans une période d'importants changements historiques en Afrique et dans le monde, et témoigne des enjeux et des combats de ces époques. À l'occasion du parrainage de la deuxième Université de Dakar (Unidak II), Alla Dieng, le président de l'Union des forces citoyennes (UFC), avait salué le professeur par ces mots, cités par le quotidien sénégalais Le Soleil du 31 mars 2015 : « En baptisant l'Unidak II au nom du professeur Amadou Mahtar Mbow, vous venez de rendre hommage, et de son vivant, à un homme qui le mérite très amplement. Vous l'avez fait certainement pour services rendus à plusieurs reprises à la nation, mais aussi à l'Afrique, au tiers monde et à toute la communauté scientifique internationale. »

De la Seconde Guerre mondiale à l'indépendance

Amadou-Mahtar Mbow est né le 20 mars 1921 à Dakar. Lorsqu'il s'engage volontairement dans l'armée de l'air française à 18 ans, c'est la Seconde Guerre mondiale. Il est démobilisé en 1945, commence par entreprendre des études d'aéronautiques, passe un baccalauréat en lettres modernes et rentre à l'Université de la Sorbonne où il obtient une licence ès lettres d'enseignement. Il fonde la « Fédération des étudiants africains en France », prépare



une thèse de doctorat d'État en géographie et sort professeur d'histoire et de géographie. De retour en Afrique, il est de 1951 à 1953 professeur au collège de Rosso en Mauritanie, puis de 1953 à 1957, il crée et dirige un service d'éducation de base – alphabétisation, éducation sociale et développement communautaire – sur plusieurs sites au Sénégal. Durant la période d'autonomie interne du premier gouvernement sénégalais, il devient de 1957 à 1958, ministre de l'Éducation et de la Culture, mais démissionne très vite, pour s'engager pleinement dans la lutte pour

l'indépendance de son pays. Il redevient alors professeur au Lycée Faidherbe à Saint-Louis du Sénégal et à l'École normale supérieure de Dakar, et à partir de 1966, il est de nouveau ministre de l'Éducation nationale, puis ministre de la Culture et de la jeunesse, et député en 1968, à l'Assemblée nationale du Sénégal.

Du Sénégal à l'ONU

Porté par le Groupe africain et le Groupe des non-alignés, il est nommé en 1970 sous-directeur général chargé de l'éducation de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco),

et en 1974 les États membres le font élire à l'unanimité Directeur général de l'Unesco pour un mandat de six ans. Il sera alors la seconde personnalité d'un pays du tiers monde, après le Mexicain Jaime Torres Bodet, à occuper ce poste et donc le premier Africain et à être à la tête d'une des plus prestigieuses organisations des Nations unies. Il sera réélu, avec la même unanimité en 1980, pour un second mandat de sept ans. Ces deux mandats, il les réalisera dans une période difficile, marquée par la guerre froide, durant laquelle il s'est efforcé de sauvegarder la cohésion des États membres autour des idéaux de l'organisation tout en œuvrant sans relâche pour l'ouverture et la connaissance réciproque à toutes les cultures des peuples du monde. De même, dans les domaines de l'éducation, par la promotion des savoirs et le renforcement de la coopération internationale ou des droits de l'homme, Amadou Mahtar Mbow a toujours porté les idéaux de paix et de fraternité humaine dans toute son action. Mais des crises secouent l'Unesco et provoquent le départ des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de Singapour de l'organisation vers la fin de son deuxième mandat. Le journaliste Thassinda Uba Thassinda, dans son ouvrage intitulé Un Sahélien à l'Unesco, raconte « l'affaire Mbow », quand la presse tenta de le déstabiliser. Le jour de son départ de

l'Unesco, l'hommage de tous les États membres sera unanime pour saluer la qualité du travail accompli, y compris ceux des pays qui ont quitté l'organisation à cette époque et qui ont voulu témoigner de leur grande estime à l'égard de cet homme remarquable.

L'héritage

Le professeur d'histoire et de géographie qui a œuvré avec passion pour l'éveil des consciences et la reprise en mains par les Africains de leur destinée, des petits villages du Sénégal jusqu'à la présidence de l'Unesco, a publié de nombreux ouvrages, de nombreux manuels sur la renaissance de l'Afrique, sur sa philosophie d'un Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, qui signent les combats du continent.

En 2008, des partis d'opposition réunis au sein de la coalition Benno Siggil Senegaal, font appel à lui pour présider leurs assises nationales. Les années passent, Amadou Mahtar Mbow se consacre à la lecture et à la rédaction de ses mémoires. Il aime participer à des conférences et mène une vie d'érudit et de pratiquant, entouré de sa famille. Le patriarche qui a été de son vivant couvert d'éloges, restera pour tous, un exemple de sagesse et d'engagement aux côtés de son peuple, et aura fait entendre la voix et l'âme de l'Afrique à travers le monde.

RFI

Syli national

Les défis qui attendent Michel Dussuyer

Le mardi 24 septembre 2024, le nouveau sélectionneur du Syli national de Guinée, le Français Michel Dussuyer, a accordé une interview à RFI, au cours de laquelle il a parlé des défis qui l'attendent. Bien que fort de ses expériences passées, avec notamment deux quarts de finale de Coupe d'Afrique des Nations (CAN) en 2004 et 2015, le technicien tricolore signe son retour en Guinée dans un contexte plutôt compliqué. Le Syli national a en effet enregistré deux défaites en autant de matchs lors des qualifications

pour la CAN 2025 prévue au Maroc. « C'est une opération commando », admet-il, tout en évoquant les quatre matchs restants pour rattraper le retard dans cette course aux qualifications. La défaite face à la Tanzanie (1-2) a laissé un goût amer. « C'est dommageable », souligne-t-il, car la Tanzanie et l'Éthiopie sont des adversaires directs à éliminer pour espérer passer. Le sélectionneur compte désormais sur une victoire lors du prochain match contre l'Éthiopie pour relancer l'équipe : « Ce premier match contre l'Éthiopie

va donner le tempo. »

Malgré les difficultés, Michel Dussuyer a confiance à ses poulains. « Beaucoup de jeunes joueurs évoluent en Europe, ce qui est encourageant », se réjouit-il. Mais il y a lieu de reconnaître que l'absence de cadres comme Mouctar Diakhaby et Serhou Guirassy, pèse lourd dans la balance. Il espère que Guirassy pourra revenir pour les prochaines échéances, mais reste confiant en d'autres talents comme Mohamed Bayo. « On ne peut pas chambouler l'effectif », prévient-il, insistant sur

l'importance de conserver la structure existante malgré les blessures.

Parlant de la Guinée, qui occupe une place spéciale dans son parcours professionnel et personnel, Michel Dussuyer rappelle que c'est ce pays qui lui a donné sa première chance en tant qu'entraîneur en 2002. « La Guinée a été le premier pays d'Afrique à m'accueillir et à lancer ma carrière », affirme-t-il avec émotion. Même après son départ en 2015, il n'a jamais cessé de suivre les performances de l'équipe. Quant à son avenir après ces éliminatoires,

Dussuyer reste prudent : « Pour l'instant, je suis focalisé sur cet objectif à très court terme. Après, on verra. »

De l'avis de tous les analystes et observateurs sportifs avertis, le défi pour le technicien français est de taille. Espérons qu'avec son expérience, il parviendra à écrire un nouveau chapitre de son aventure avec le Syli national, dont la qualification à la prochaine CAN est attendue avec impatience par les Guinéens de tous les bords.

Kaba Kankoula

Un programme de trois jours qui ne promet que de bonnes nouvelles ! Les Témoins de Jéhovah, qui organisent des rassemblements à caractère international depuis de nombreuses années, réuniront une nouvelle fois des milliers de personnes à Conakry, Guinée



Conakry–1erseptembre -Dans un monde où les mauvaises nouvelles ne cessent d'inonder les réseaux sociaux, la télévision et la radio, un rassemblement de trois jours ouverts au public n'annoncera que de bonnes nouvelles !

Les Témoins de Jéhovah, qui organisent des rassemblements à caractère international depuis de nombreuses années, seront de retour à L'Université de Sonfonia à Conakry, avec un programme très attendu et motivant, conçu pour reconforter et encourager.

Les Témoins de Jéhovah tiendront leur Assemblée Régionale intitulée « Annonçons la bonne nouvelle ! » le weekend du vendredi 27septembre2024. Cet événement gratuit durera trois jours, et plus de 1000 assistants sont attendus à l'Université de Sonfonia au cours de ce week-end.

« Nous nous réjouissons de collaborer une nouvelle fois avec les autorités de l'Université de Sonfonia qui s'apprête à accueillir l'un de nos rassemblements annuels, explique Thierry Pourthié, porte-parole local des Témoins de Jéhovah. L'Assemblée Régionale est l'un des moments marquants de l'année pour des milliers de personnes qui feront le plein d'idées encourageantes et pourront profiter du programme dans un cadre bien approprié. »

L'Assemblée Régionale « Annonçons la bonne nouvelle ! » présentera des vidéos, des discours et des interviews inspirés de l'enseignement biblique sur des sujets tels que...

- Une bonne nouvelle, enfin !
- Libérés de « la crainte des mauvaises nouvelles » !
- Pourquoi et comment « rester attaché à la bonne nouvelle » ?

Le programme du samedi sera marqué par le baptême de candidats habitant dans la région, et un film en deux parties captivera l'assistance les vendredi et samedi matin. Avant ce rassemblement annuel, les Assemblées locales de fidèles lanceront une campagne d'invitation pour cet événement gratuit à l'intention des personnes de leur localité.

L'année dernière, près de 13 millions de personnes ont assisté aux plus de 6000 Assemblées Régionales dans le monde.

Pour plus d'informations sur ce rassemblement gratuit et pour trouver une Assemblée Régionale proche de chez vous, allez sur : jw.org « Qui sommes-nous ? » Rassemblements annuels.

Informations associées à l'événement

Objet : Assemblée Régionale 2024 intitulée « Annonçons la bonne nouvelle ! »
Organisée par les Témoins de Jéhovah

Langue : français et anglais

Dates : 27 au 29 septembre 2024

Lieu : L'Université de SonfoniaT7, Corniche Nord, Conakry

Invités : Tout le monde est invité.

Informations détaillées : L'événement est entièrement gratuit.

Vendredi: 9h20 - 16h55

Samedi: 9h20 - 16h30

Dimanche : 9h40 - 15h40

Plus d'informations : Pour obtenir le programme détaillé, allez sur :

www.jw.org « Qui sommes-nous ? » Rassemblements annuels.

